

Édito :



**des moyens
pour
l'hôpital
maintenant
et demain**

« **L'État compte les sous, nous compterons les morts** » clamaient voici quelques semaines les soignant.es lors des manifestations réclamant des moyens humains et matériels pour l'hôpital public. **Nous y sommes** : nous ne sommes pas en guerre mais notre système de santé est dépassé, affaibli, démantelé par des années de politique austéraitre choisie et décidée par les gouvernements successifs depuis des dizaines d'années.

Le confinement, imposé en raison de ces carences, nous oblige à penser, imaginer, construire de nouvelles façons d'agir, de lutter. Il ne s'agit pas de faire une pause. Au contraire la gravité de la crise sanitaire, le bricolage gouvernemental montrent que nous sommes dans le vrai en exigeant des moyens pour reconstruire un système de santé public de proximité incluant la prévention, l'éducation sanitaire, la médecine de premier recours (les médecins généralistes) et les hôpitaux publics pour pouvoir répondre aux besoins de santé de toute la population, y compris les plus démunis, sur tout le territoire.

Sommaire :

- . L'écho des comités : 3-5**
- . Autres infos locales : 6-7**
- . Dossiers : 8-11**
- Coronaravirus ou COVID 19**
- . Culture et santé : 11**

L'écho des comités :

SARLAT - 24

Communiqué de presse

Le 17 mars 2020

Le comité de défense de l'hôpital public et de sa maternité de Sarlat prend acte des décisions gouvernementales.

Une fois encore nous rendons hommage au dévouement et au professionnalisme des soignants, face à cette crise.

Nous rappelons qu'il nous faut impérativement

*des moyens en urgence pour l'hôpital pour maintenant et demain"

* la réouverture de lits et de services, pour que l'offre de soins revienne sur notre territoire, à Sarlat, il nous faut retrouver nos services hospitaliers de 2013, donc un véritable hôpital avec sa réa, sa chirurgie orthopédique et viscérale...

*des embauches à l'hôpital aujourd'hui et demain

* des embauches dans les EHPAD aujourd'hui et demain

*conserver la Sécurité sociale qui nous protège alors protégeons-la !

**SEUL L'HÔPITAL PUBLIC, SEULE LA SECURITE SOCIALE, NOS BIEN COMMUNUS,
CORRECTEMENTDOTES EN MOYENS FINANCIERS ET EN PERSONNELS, PEUVENT FAIRE
FACE A CETTE CRISE ET A CELLES A VENIR.**

*nous suspendons donc nos permanences du jeudi de 13h à 17h, devant l'hôpital.

FEURS - 42

Nous avons communiqué dernièrement avec vous, sur le document « le CHF est riche » qui faisait réponse aux propos de Mr Philippe Giouse, directeur du CHF, sur la situation financière et des activités du CHF. Notre Comité souhaitant montrer une autre vision de la situation du CHF, de manière plus positive et en expliquant les raisons des chiffres annoncés dans l'article.

Nous avons commencé à distribuer ce document aux professionnels de Santé hospitaliers du CHF, libéraux : cabinets de médecins, infirmiers, kinés, commencé également dans les mairies et aux usagers sur les marchés en expliquant notre positionnement et en échangeant avec les personnes rencontrées.

[La suite](#)

Le coup de gueule du comité

Panique à bord !

Depuis des années, hospitaliers, malades, population, condamnent les politiques suivies en matière de santé.

Depuis des années, ces soignants que nous applaudissons tous aujourd'hui, dénoncent la situation critique de l'hôpital public : suicides (notamment à Flers en août 2019), grève, démissions des responsabilités administratives...

Depuis des années nos dirigeants sont sourds, voire méprisants.

Aujourd'hui il y a panique : manque de personnels, de lits, de matériel et nous devrions regretter d'avoir eu raison de soutenir ces luttes.

Aujourd'hui nous ne pouvons que constater les dégâts et remercier les hospitaliers de leur professionnalisme : et demain ?

Demain nous n'entendrons plus le directeur du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) de Flers se féliciter des économies faites l'année passée

Demain nous ne l'entendrons plus reprocher aux patients de « bloquer » des lits,

Demain l'hôpital aura les moyens de soigner, de prendre soins des malades,

Demain les personnels seront payés correctement (les salaires des infirmières-ers se situent à la 26ème place des pays de l'OCDE)

Demain la prévention sera une priorité de la Santé Publique

Demain les hôpitaux de Proximité retrouveront l'ensemble de leurs services

Demain la Sécurité Sociale sera une richesse à développer et non une « charge » du passé.

Mais cela ne se fera pas sans nous. et nous devons nous battre pour que les moyens soient redonnés d'accomplir pleinement les missions de santé.

TOURS - 37

Épidémie de COVID-19: le collectif 37 Notre Santé En danger réagit

Partie d'un marché aux animaux en Chine, l'épidémie de coronavirus Covid19 est devenue une pandémie qui touche tous les continents. L'évolution dramatique, en quelques jours seulement, dans un pays comme l'Italie, au cœur de l'Europe, laisse présager de ce qui peut arriver à très court terme en France.

[Le communiqué](#)

COMMUNIQUE DU COMITE DE DEFENSE DES HOPITAUX PUBLICS DE DOLE

Nous vivons une situation inédite. La pandémie du Covid-19 nous amène à nous adapter à de nouvelles conditions de vie pour les prochaines semaines, à rester chez nous afin de préserver au maximum notre santé et celle des autres. Nous encourageons bien sûr chacune et chacun à respecter ces mesures barrières pour se protéger et protéger les plus fragiles.

Cette période de crise sanitaire majeure nous invite à soutenir les personnels soignants qui sont en première ligne et ne ménagent pas leurs efforts, dans des conditions difficiles. L'absence de masques dans de nombreux services hospitaliers et Ehpad met ces soignants, ces aides à domicile et auxiliaires de vie dans des situations inadmissibles, où ils peuvent être contaminés et contaminer celles et ceux qu'ils soignent. Il y a urgence à fournir les masques indispensables !

C'est aussi le moment propice pour rappeler l'urgence de doter notre système de santé, nos hôpitaux des moyens indispensables humains et financiers pour répondre aux besoins de la population. La crise liée au COVID-19 a contraint le Président de la République à reconnaître l'utilité des services publics. Il y a urgence, pour l'Etat, de leur attribuer les moyens nécessaires pour remplir leurs missions et pour leur permettre, dans la crise actuelle, de lutter efficacement contre cette épidémie dont les conséquences restent inconnues.

Les logiques libérales d'économies sur la santé publique se sont traduites par de nombreuses fermetures de lits avec pour corolaire des suppressions de personnels et de moyens. Dans la crise sanitaire actuelle, cela aggrave les difficultés pour faire face à la pandémie

Notre comité espère qu'elles ne deviendront pas insurmontables.

Nous voyons les résultats de la destruction du système de santé publique italien où les équipes soignantes doivent faire des choix entre les malades qu'elles tentent de sauver. Ces situations sont insoutenables pour les personnels hospitaliers. Elles pourraient survenir en France si l'épidémie ne pouvait être contenue avec des moyens affaiblis. Reconnaître la valeur du travail des personnels de tous secteurs ayant des fonctions sociales, c'est leur permettre de travailler dans de bonnes conditions et les rémunérer convenablement.

Nous réclamons des moyens pour tous les établissements des secteurs sanitaires, médico-sociaux et sociaux et un véritable plan d'urgence pour les hôpitaux publics.

Compte-tenu de la situation sanitaire.

- nous annulons bien sûr, la grande initiative publique de signature des pétitions pour le maintien de la chirurgie conventionnelle à l'Hôpital Pasteur, prévue le 28 mars.

Mais au vu des informations nouvelles qui nous sont parvenues, confirmant cette menace, nous interpellons l'Agence Régionale de Santé et le Ministère de la santé. Et nous continuons à appeler à signer la pétition sur le site <http://chnq.it/dLmfy2BS> .

- l'accélération prévisible du nombre de malades à soigner nous amène à demander la réouverture du service de réanimation de l'hôpital Pasteur.

N'hésitez pas à vous tenir informés en consultant notre site : www.defense-hopitaux-dole.fr

Autres infos locales :

HÔPITAL ÉMILE ROUX

La colère des « héros en blouse blanche » s'affiche sur les grilles



Le CGT de l'hôpital d'Émile Roux APHP se bat depuis plusieurs mois contre un plan de réduction de lits et de licenciements sans précédent. Même en pleine crise sanitaire, la suppression de 150 lits sur les 400 de cet hôpital gériatrique n'est pas remise en cause.

[L'article](#)

DIEPPE - 76

La colère des hospitaliers s'affiche devant l'hôpital :



Après l'Hôpital d'Emile Roux APHP, c'est au tour du CH de Dieppe de tendre une banderole à l'entrée de l'Hôpital pour rappeler la responsabilité du gouvernement dans la crise sanitaire actuelle. Les banderoles sur nos établissements doivent se multiplier. Faites pareil partout et envoyez-nous vos photos.

[L'article](#)

HÔPITAUX DE SAINT MAURICE

On ne lâche pas nos revendications !



« Ce gouvernement doit entendre les revendications du personnel sur leurs effectifs, leurs salaires, sur le manque de place et sur les pensions très basses de ce secteur. Il est urgent de changer de braquet pour un financement de la santé publique et du secteur médico-social à la hauteur des besoins de santé et de prise en charge du grand-âge. Nous exigeons des moyens financiers immédiats. ! »

[L'article](#)

AGEN : COVID-19 ET SYSTÈME D

Les infirmières d'Agen se protègent avec des soutiens-gorge



Le personnel soignant de la résidence services "Les Ecrins d'Aliénor" à Agen a fabriqué des masques avec des soutiens-gorge récupérés chez des proches.

[L'article](#)

LILLE - 59

COVID-19 manque de matériel de protection au CHU de Lille

Les structures de santé de la métropole ne font pas encore face à un afflux de patients trop important mais elles s'y préparent activement. La principale inquiétude des soignants réside dans le manque, criant, de matériel de protection adapté.

[L'article](#)

SITUATION CATASTROPHIQUE DANS LE GRAND EST

La situation dans l'Est de la France

«*Reste chez toi* » : le message du Collectif inter-hôpitaux (CIH) à la population est net, à l'impératif. « *Il faut tous nous préparer à une véritable catastrophe sanitaire* », a prévenu, lundi 16 mars, ce collectif de soignants de toute la France, créé à l'automne pour défendre l'hôpital public. À l'origine espace de mobilisation des soignants, le CIH est devenu un lieu d'échanges d'informations médicales sur le Covid-19.

[L'article](#)

Dossier : Coronaravirus ou COVID 19

CORONAVIRUS : DES EFFETS IMPREVUS ?

C'est vrai, Monsieur le président, comme vous l'avez dit lors de votre visite à la Salpêtrière s'agissant de l'hôpital public, « on est passé par beaucoup plus d'un an de déni » sous la pression de ceux qui réclament toujours moins de charges, moins de dépenses publiques, moins de services publics, moins d'Etat et qui, en période de crise ou de difficultés, s'empressent de solliciter des aides financières.

Les personnels hospitaliers, leurs représentants, les élus, les usagers qui ont été exclus des organes de décision par les lois Bachelot, Touraine et Ma santé 2022, qui ont, pendant des années, multiplié les suppliques et les protestations sans résultat, qui ont assisté impuissants à la progression des déserts médicaux et au démantèlement des hôpitaux publics le savent bien et en subissent les conséquences tous les jours.

Alors oui, Monsieur le Président, prenez la main, corrigez ce qui peut encore l'être, assurez une juste répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire national et redonnez à l'hôpital public les moyens d'exercer ses missions et de répondre aux besoins de la population.

<https://www.youtube.com/watch?v=-rMhq7S0G6g>

BUZIN : LA HONTE!

[La vidéo](#)

INTERVIEW DU Dr SALACHAS, PRATICIEN HOSPITALIER

[L'interview](#)

Les communiqués Sud Santé Sociaux : Covid-19

La crise liée au COVID-19 a au moins le mérite de faire découvrir au Président de la République que l'Etat doit mettre les moyens s'il veut remédier à la situation.

Dans son discours du 12 mars, il a loué les mérites des personnels de santé. Il semble découvrir ce que nous lui répétons depuis des années, et ce avant même les mouvements de grèves dans les hôpitaux qui durent depuis plus d'un an.

Les logiques capitalistes de destruction de la santé publique ont conduit à de nombreuses fermetures de lits. Ce sont ces lits qui font défaut aujourd'hui face à la pandémie.

Ces mêmes logiques ont conduit à la suppression de personnel: ce sont eux et elles qui manquent aujourd'hui face à la pandémie.

[Le communiqué](#)

COVID-19 : pour pouvoir être soignés prenons soin des personnels

La Fédération SUD Santé Sociaux ne participera pas aux AG, réunions, rassemblements et manifestations auxquels elle devait prendre part suite au passage au stade 3.

Le problème actuel du gouvernement est un problème de lits de réanimation et de respirateurs disponibles sur le territoire.

Un certain nombre de personnes vont être contaminées par le COVID-19 et beaucoup d'entre elles n'auront que des symptômes bénins mais certain-es peuvent décompenser et nécessiter une hospitalisation en réanimation. Sauf qu'en France il n'y a que 5000 lits de réa, 7000 de soins intensifs dans le public, et 512 de réa dans les cliniques privées. Parmi ces lits la plupart sont déjà occupés par des patient-e-s qui en ont besoin ...

Le but du passage en stade 3 est d'éviter qu'il y ait trop de patient-es ayant besoin de lits de réanimations en même temps...

[Le communiqué](#)

POUR UNE PROTECTION ÉGALITAIRE POUR TOUTE LA POPULATION

Exposés à un niveau élevé de risque de contamination, détenus et retenus sont des confinés forcés. Le «sens des responsabilités et de la solidarité» prôné par Emmanuel Macron s'arrête-t-il aux portes des établissements pénitentiaires et des centres de rétention surpeuplés ?

[L'article](#)

Jean-Paul BENOIT Président de la Fédération des Mutuelles de France

"L'orage finira, le soleil reviendra et nous serons présents pour reconstruire une société plus juste, plus solidaire, plus humaine."

Nous sommes face à une crise sanitaire sérieuse. Il est de la responsabilité de chacun de prendre toutes les mesures pour en diminuer les effets au maximum.

C'est pourquoi nous décidons de suspendre la tenue des rencontres territoriales préparatoires au congrès et les autres réunions initialement organisées en présence physique. Quand cela est possible, nous étudierons l'option de les organiser en téléconférences ou visioconférences, jusqu'à ce que la situation évolue.

Si la période est à la mobilisation individuelle et collective pour limiter les conséquences de la pandémie, nous ne saurions oublier que les attaques contre le service public et contre notre système de protection sociale solidaire, compliquent très significativement la prise en charge des personnes les plus atteintes. Nous avons, en France, moins d'un lit de réanimation pour 10 000 habitants, contre plus de 3 en Allemagne. Ce n'est pas dû à la fatalité. C'est le résultat d'une politique irresponsable de réduction des financements, cotisations et impôts, menée depuis de trop nombreuses années. Si elle a permis d'enrichir toujours plus les quelques « premiers de cordée » les plus fortunés, elle a dangereusement affaibli nos services publics, dont celui de la santé.

[La lettre](#)

COVID-19 ET PSYCHIATRIE

“Il y aura beaucoup de morts”, les services psychiatriques sous tension

[L'article](#)

Professeur André Grimaldi : "Il est temps de s'apercevoir que la santé doit échapper à la loi du marché !

En annonçant une série de mesures pour lutter contre la propagation du coronavirus, Emmanuel Macron a rendu hommage au modèle social français et plus particulièrement aux personnels de santé. Mais pour le Professeur de médecine de la Pitié-Salpêtrière André Grimaldi, "les mots ne suffisent plus".

[L'article](#)

La santé sans condition

Suite aux déclarations du président de la République, Mathieu Bellahsen, psychiatre, et Hugo Huon, infirmier du collectif inter-urgences rappellent la nécessité de mettre fin aux politiques néolibérales. « Arrêter les politiques de destruction de la santé, c'est arrêter de compter ce que coûtent les vies humaines. C'est le premier acte fondateur de la solidarité : toute vie vaut la peine d'être vécue, quoi qu'il en coûte. »

[L'article](#)

Gestion des stocks : La faillite des gouvernements successifs

[L'article](#)

Conférence du Pr Philippe Sansonetti sur le COVID-19

[La conférence](#)

COVID-19 : fin de partie ?

[L'article](#)

La situation dans l'Est de la France

«*Reste chez toi* » : le message du Collectif inter-hôpitaux (CIH) à la population est net, à l'impératif. « *Il faut tous nous préparer à une véritable catastrophe sanitaire* », a prévenu, lundi 16 mars, ce collectif de soignants de toute la France, créé à l'automne pour défendre l'hôpital public. À l'origine espace de mobilisation des soignants, le CIH est devenu un lieu d'échanges d'informations médicales sur le Covid-19.

[L'article](#)

La pétition lancée par un soignant du SAMU de Lille : des actes pas des discours !

La pénurie des masques les plus protecteurs (FFP2 - FFP3) semble devoir être suivie de celle des masques chirurgicaux. On note de fortes tensions pour l'approvisionnement et dans beaucoup de services, un rationnement est instauré.

[La pétition](#)

HISTOIRE BELGE

ça ne vous rappelle rien ?

<https://lasanteenlutte.org/>

Culture et santé :

CHANSON À TEXTE

<https://youtu.be/qVUxPC8qfsQ>

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02